



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du mardi 19 décembre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le dix neuf décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Florence AUBY, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Laurent JAOU, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvon PELLET, Eric PENSO, René REVOL, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Isabelle MARSALA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Environnement - Réseau public de distribution de chaleur et de froid - Délégation de service public - Rapport Annuel du Déléataire relatif à l'exercice 2022 - Examen

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le délégataire d'une délégation de service public (DSP) produit chaque année, avant le 1^{er} juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la DSP et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) portant sur l'année 2022 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 11 juillet 2023 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Madame Michèle CASSAR, en date du 14 novembre 2023 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Monsieur Jean-François AUDRIN en date du 24 novembre 2023.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'analyse du rapport du délégataire :

I) Rappel des principales modalités du contrat

La création de Montpellier Méditerranée Métropole par décret en date du 23 décembre 2014, a entraîné le transfert de la compétence communale relative à l'énergie, et le transfert du contrat de délégation historique entre la Ville de Montpellier et son délégataire la SERM. Le Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid est ainsi confié par la Métropole, dans le cadre d'une délégation de service public à la SERM. Le délégataire assure ainsi le développement, la construction et l'exploitation, de la production et de la distribution de chaleur et de froid sur le territoire de la Ville de Montpellier.

La SERM est une société anonyme d'économie mixte locale, dont la Ville est présidente, et est actionnaire majoritaire à hauteur de 41,38%, aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole (28,73%), de la Ville de Palavas-les-Flots (0,48%) et de partenaires privés (29,41%). La présidence de la SERM est assurée par Michaël DELAFOSSE, et sa vice-présidence par Catherine RIBOT.

Le contrat de délégation de service public en date du 31 décembre 1986, a fait l'objet de plusieurs avenants dont une prolongation de durée qui en fixe le terme au 31 décembre 2030.

Le réseau public de chaleur et de froid se compose actuellement des sites de production suivants : Antigone/Joffre/Polygone, Beausoleil, Cambacérès, la Cité Créative, Les Grisettes, Nouveau Saint Roch, Odyseum/Hippocrate, Port Marianne et La Motte Rouge.

Tourné à l'origine vers les énergies fossiles (charbon, fuel domestique, gaz), le réseau urbain s'est orienté depuis 2007 vers les énergies renouvelables et de récupération non émettrices de gaz à effet de serre. En 2022, la chaleur est produite à 61 % à partir d'énergies renouvelables, telles que la biomasse (52 %) et la chaleur de récupération (9 %), complétées par du gaz naturel (39 %) pour l'appoint et le secours. Cela a conduit au classement réglementaire du réseau de chaleur en mars 2022. Ainsi tout bâtiment neuf ou rénové a l'obligation de se raccorder au réseau de chaleur dans un périmètre géographique défini, modulo les clauses de dérogation prévues. Cela contribue à augmenter le recours aux énergies renouvelables sur le territoire.

En 2022, un avenant n°8 a permis de procéder à l'actualisation des projets et des subventions relatives au plan quinquennal de travaux. Cet avenant emporte avec lui, l'ambition affichée de Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), de développer les réseaux de chaleur tout en augmentant le recours aux énergies renouvelables.

Le programme pluriannuel d'investissement 2022-2026 comprend notamment la valorisation des eaux usées sur le quartier Beau Soleil, la récupération de chaleur et la production d'électricité photovoltaïque sur le quartier Nouveau Saint Roch, l'extension du réseau de chaleur bois de la Cité Créative vers le quartier Croix d'Argent et la valorisation de la géothermie sur nappe pour le quartier Cambacérès. Au global, le programme prévisionnel de travaux 2022-2026 de la délégation de service public est évalué à 32,08 M€HT avec un montant de subventions attendu de 7,97 M€.

II) **Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué**

L'activité

Le réseau compte 262 abonnés en chaud et 104 abonnés en froid, pour un total de 24 841 équivalents logements ; soit environ 1,9 millions de m² de logements, bureaux, commerces, établissements de santé et d'enseignement.

En 2022, les ventes de chaleur sont nettement en baisse par rapport à celles de 2021 avec 113 GWh contre 127 GWh en 2021. Cette baisse globale de 11% suit l'évolution de la douceur climatique.

Les ventes de froid, à hauteur de 42 GWh, augmentent de 25% par rapport à 2021. Cela s'explique notamment par les vagues de chaleur successives sur l'été 2022.

Les ventes d'électricité à hauteur de 20 GWh, sont de nouveau en baisse (-11%) par rapport à 2021. Le contrat de 12 ans de la cogénération d'Antigone de 3,8 MWe est arrivé à son terme fin janvier 2021. Toutefois, le niveau du marché de l'électricité étant assez élevé sur l'hiver, il avait été décidé de relancer l'équipement pour continuer à vendre de l'électricité sur le marché libre et surtout disposer d'un complément de production de chaleur. L'été 2021 a été mis à profit pour mettre en place un nouveau moteur de cogénération de puissance 1MW électrique (correspondant aux nouveaux contrats) et une chaudière gaz de 3MW pour compenser la baisse de puissance par rapport aux moteurs originaux. Cette nouvelle installation a démarré au 1^{er} février 2022 pour un contrat de rémunération d'une durée de 15 ans.

Enfin, 16 nouveaux contrats de raccordement ont été signés en 2022 (10 en fourniture de chaleur seule, et 6 en fourniture de chaleur et froid), pour une surface totale de 51 920 m².

La qualité du service public

En 2022, 23 réclamations sont recensées, dont 15 relatives à la chaleur et 8 au froid. On constate un niveau des réclamations en hausse sur le froid du fait d'un été très chaud par rapport à 2021. Elles concernent essentiellement les installations secondaires en chaleur qui sont sous la responsabilité des abonnés, ou des dysfonctionnements liés aux conditions d'exploitation des centrales de production.

Le site jemeraccorde-serm.fr a été mis en ligne à l'automne 2022 pour permettre aux responsables de bâtiments existants de demander une étude de faisabilité du raccordement au réseau de chaleur.

La grille tarifaire

La validation d'un taux d'énergie renouvelable de plus de 50 % depuis 2016 permet de faire bénéficier à l'ensemble des abonnés d'un taux de TVA réduit de 5,5 % sur la chaleur.

Pour 2022 et conformément aux dispositions des avenants n°2 et n°4 du contrat de Délégation de Service Public, le prix de vente évolue selon des coefficients pondérateurs au 1^{er} juillet de chaque année.

Le tarif de vente de chaleur est en hausse de 5,9% en valeur HT de janvier 2022 à janvier 2023 du fait de la hausse des indices de prix entrants dans la formule d'actualisation des prix dont le gaz en particulier. Le mix énergétique renouvelable à 61% permet de limiter l'impact de cette hausse du prix du gaz sur la facture des usagers du réseau public de chaleur.

Les tarifs de vente de froid sont en hausse de +30% entre janvier 2022 et janvier 2023. Cette hausse est due à la modification des conditions d'actualisation pour tenir compte du mécanisme de l'écrêtement de l'ARENH (Accès Régulé à l'Electricité Nucléaire Historique) dans le prix de l'électricité. Il est à noter que la formule d'actualisation du prix du froid en 2021 ne permettait pas de répercuter la tendance haussière du marché de l'électricité puisqu'elle ne prenait en compte que le tarif ARENH. Cette actualisation de la formule de tarifs pour la période 2022 a été pris en compte dans l'avenant n°8.

Pour 2022, la facture moyenne pour chauffer et produire de l'eau chaude sanitaire d'un logement type de 65 m² est de 39,07 €/TTC par mois contre 37,01 € TTC par mois en 2021.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

En 2022, le résultat net global à la clôture de l'exercice (après impôt sur les sociétés (IS) et épargne salariale) atteint 5 434 K€ contre 4 325 K€ en 2021 et 756 K€ en 2020, en progression de 1,1M€ soit +25%. Malgré une baisse des volumes vendus en chaud (hiver doux), les ventes en euros de chaud et de froid aux abonnés sont tirées à la hausse par les augmentations des prix de l'énergie sur toute l'année. Le résultat courant avant impôts s'élève à 4 280 K€ contre 2 072 K€ en 2021.

Le résultat financier s'élève à -310 K€ et s'améliore de +48 K€ du fait de taux d'intérêts favorables et poursuite des remboursements d'emprunt.

Le résultat exceptionnel est essentiellement lié aux nouveaux droits de raccordements sur le réseau et à la vente des certificats d'économie d'énergie, principalement sur la Pompe à Chaleur de Polygone et Beausoleil. Ce résultat exceptionnel de 3 M€ est en baisse de -833 K€ soit -22 %. La diminution est essentiellement due à un décalage de raccordements sur le début de l'année 2023.

Le résultat d'exploitation s'élève à 4 590 K€ en 2022 (contre 2 430 K€ en 2021 et -608 K€ en 2020 et 1 260 K€ en 2019), en forte progression de +2,1 M€ par rapport à 2021.

Les produits d'exploitation à 22 663 K€ contre 18 881 K€, sont en hausse de +20% par rapport à 2021 (3,7 M€).

Le chiffre d'affaires total de l'exercice 2022 est en effet en hausse et atteint 21 580 K€ contre 17 914 K€ en 2021 et 14 598 K€ en 2020, (+20%), expliqué par la hausse de +16% des ventes aux abonnés (soit +2 257 K€) comme en 2021, et des recettes d'électricité en hausse de +1,4M€ soit +36%.

Les ventes de chaleur, représentant 51% du chiffre d'affaires, sont en hausse de +9 % soit 862 K€ passant de 10 113 K€ en 2021 à 10 975 K€ en 2022, et s'expliquent par la variation très importante des indices entrants dans la formule d'actualisation de la constitution des tarifs de vente.

Les ventes de froid représentant 24 % du chiffre d'affaires progressent de +37 % soit 1,4 M€ passant de 3 734 K€ en 2021 à 5 129 K€ en 2022.

Les ventes d'électricité, représentant 25% du chiffre d'affaires, sont en hausse de +36% (soit +1,4M€) avec 20 401 MWh en 2022 contre 23 140 MWh produits en 2021. Les fortes variations observées sur les marchés de l'énergie ont porté à la hausse les ventes d'électricité.

Les charges d'exploitation de 18 073 K€ contre 16 451 K€ en 2021 sont en hausse de +10 % soit +1 621 K€ par rapport à 2021.

Les achats d'énergie et fluides s'élèvent à 7 720 K€ contre 7 920 K€ en 2021 et baissent de -2% soit -181 K€. Compte tenu de la diminution de la chaleur livrée aux abonnés, les achats de bois ont également baissé de 23% (-621 k€). De plus, la maîtrise des achats de gaz encadrée par une renégociation des contrats d'achats a permis de limiter l'augmentation sur la hausse des achats de gaz (-350 K€ par rapport à 2021). Ces baisses sont contrebalancées par une très forte hausse des achats d'électricité qui progressent à hauteur de +733 K€ (soit +45%).

Les charges d'exploitation techniques à hauteur de 2 428 K€ contre 2 143 K€ en 2021 progressent de +13% soit +286 K€ liée au développement des réseaux.

En 2022, le budget pour l'entretien revient au niveau de 2020. Le poste entretien et réparation s'élève à 657 K€ en 2022 contre 437 K€ en 2021 et 710 K€ en 2020.

Le coût des frais de personnel et des charges de structure est de 1 869 K€ contre 1 537 K€ en 2021 et 1 410 K€ en 2020, soit une hausse de +22 %, avec une augmentation du personnel affecté à la Délégation de Service Public (13,11 ETP en 2022 contre 11,88 en 2021).

Le montant de la redevance versée à la Métropole s'élève à 532 K€ (3,5% du CAHT).

Concernant les investissements 2022 inscrits dans le nouveau plan quinquennal 2022-2026 (avenant 8), 10 236 M€ de travaux ont été engagés à fin 2022 soit 70 % des prévisions. 80% de ces investissements ont bénéficié à la construction de la centrale biomasse Cité Créative ainsi que la rénovation de la chaufferie gaz de Mas Dreton pour assurer l'appoint secours de la biomasse. Les autres principaux travaux ont porté sur le démarrage de la centrale géothermique de Cambacères, le raccordement de nouveaux immeubles sur les réseaux Nouveau Saint Roch, Port Marianne ou Antigone.

IV) Conclusion et perspectives

Le réseau de chaleur et de froid continue à se densifier avec le raccordement de nouveaux immeubles, de bâtiments publics tels que la Halle de l'innovation ou le collège situé à Port Marianne ainsi que la mise en service de la chaufferie biomasse Cité Créative en décembre 2022.

Par ailleurs, avec la reprise économique mondiale qui a débuté fin 2020, le prix des énergies a commencé à augmenter. Cette tendance s'est considérablement accentuée avec le début du conflit Russe en Ukraine, ce qui a eu un impact notable en 2022 et 2023. Cela encourage à accentuer le recours aux énergies renouvelables afin de limiter la hausse du coût de l'énergie pour les abonnés du réseau de chaleur et de froid.

Voici les principales évolutions prévues sur l'année 2023 :

- Le renouvellement du contrat de transfert de gestion de la chaufferie de la Motte Rouge de l'Université de Montpellier à partir du 1^{er} janvier 2023 ;
- L'avenant 9 à la DSP Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid pour modifier l'indice d'actualisation des tarifs de gaz, lié à la fin du Tarif Réglementé de Vente Gaz au 30 juin 2023 ;
- La création d'une nouvelle délégation de service public pour le réseau de chaleur Nord Alco qui nécessite la réduction du périmètre du présent contrat de concession du réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid ;

- La poursuite du développement du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid, en application des avenants 7 et 8 de la Délégation de Service Public (20 M€ d'investissements sont notamment programmés sur 2023) tel que le démarrage de la construction de la centrale géothermique Cambacérès.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public au titre de l'année 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 29/12/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 30 décembre 2023
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20231219-250011-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 29/12/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.